

16-12-2003

18

69885 (6) 14201 9

**SOUSCOMMISSION PARITAIRE POUR LA RECUPERATION DE METAUX  
(SCP 142.01) NR.  
FORMATION N°**

**Convention collective de travail du 11 décembre 2003**

**CHAPITRE I. - CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1. - Champ d'application**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et ouvriers des entreprises relevant de la compétence de la Sous-commission paritaire pour la récupération des métaux.

Pour l'application du présent accord, on entend par « ouvriers » les ouvriers et ouvrières.

**CHAPITRE II. - GROUPES A RISQUE**

**Article 2. - Cotisation pour les groupes à risque**

En application de l'arrêté royal du 27 janvier 1997 portant des mesures de promotion de l'emploi avec l'application de l'article 7 §2 de la loi du 26 juillet 1996, la perception de 0,15%, prévue dans l'accord national 2001-2002 (article 9) du 3 mai 2001 et conclue pour une durée indéterminée, est confirmée.

Vu cet effort, les parties demandent au Ministre de l'Emploi et du Travail d'exempter en 2003 et 2004 le secteur des versements de 0,10% destinés au Fonds pour l'emploi.

**Article 3. - Définition des groupes à risque**

§ 1. Compte tenu des dispositions de l'arrêté royal susmentionné, cette perception est utilisée pour soutenir les initiatives de formation de personnes appartenant aux groupes à risque, à savoir les demandeurs d'emploi de longue durée, les demandeurs d'emploi peu qualifiés, les demandeurs d'emploi de 45 ans et plus, les personnes qui entrent à nouveau dans la vie active, les minimexés, les handicapés, les immigrés, les demandeurs d'emploi en statut de réinsertion, les élèves en obligation scolaire partielle, les ouvriers peu qualifiés, les ouvriers qui sont confrontés à un licenciement multiple, à une restructuration ou à l'introduction de nouvelles technologies et les ouvriers de 45 ans et plus.

Pour cette dernière catégorie il est en outre recommandé de contacter préalablement la délégation syndicale ou, à défaut, l'une des organisations de travailleurs représentés à la Commission paritaire avant de procéder au licenciement d'un ouvrier de 45 ans ou plus, afin d'examiner les possibilités alternatives en matière de formation ou de réadaptation professionnelle (en vertu des arrangements dans le cadre de la cellule sectorielle pour l'emploi et des dispositions relatives à la sécurité d'emploi - article 5 - mentionnées dans l'accord national du 15 mai 2003.).

Des cas individuels peuvent être transmis au Fonds social, qui présentera des mesures d'accompagnement en concertation avec la cellule sectorielle pour l'emploi au sein d'EDUCAM.

§ 2. Dans le cadre de l'accord national 2001-2002 du 10 mai 2001, une cellule sectorielle pour l'emploi a été créée au sein de la structure existante d'Educam.

Cette cellule est destinée à mieux accorder l'offre et la demande dans le secteur (notamment par une banque de données Emplois).

En outre, elle est responsable de l'accompagnement en vue de la remise au travail de travailleurs confrontés à un licenciement ou licenciés - y compris les formations complémentaires et l'accompagnement lors du trajet de sollicitation - afin d'assurer le maintien de l'emploi dans le secteur.

Conformément à l'accord national 2003-2004 du 15 mai 2003, le fonctionnement de la cellule sectorielle pour l'emploi sera évalué par un groupe de travail paritaire.

Dans ce cadre, EDUCAM doit vérifier dans quelle mesure les instruments existants tels que le placement, le conseil carrière, l'outplacement et la reconnaissance de compétences acquises peuvent être intégrés dans la mission de coordination de la cellule sectorielle pour l'emploi. L'objectif final est d'assurer le meilleur accompagnement possible des ouvriers à l'aide des instruments existants.

#### **Article 4. - Système de formation en alternance**

Les parties signataires s'engagent à chercher un système de formation en alternance de qualité, géré paritairement, dans le cadre de la formation des élèves en obligation scolaire partielle.

### **CHAPITRE III. - DROIT A LA FORMATION PERMANENTE**

#### **Article 5. - Cotisations pour la formation permanente**

En outre, les efforts en matière de formation permanente des travailleurs et des employeurs continueront à être soutenus par la perception de 0,15% sur les salaires bruts, prévue à l'article 5 de la convention collective de travail sur la formation du 10 mai 2001, conclue pour une durée indéterminée.

#### **Article 6. - Missions d'Educam**

La mission de base d'Educam consiste à soutenir une politique sectorielle de formation, et notamment à :

- examiner les besoins de qualification et de formation ;

- développer des trajets de formation en fonction de l'afflux et de la formation permanente ;
- assurer la surveillance de la qualité et la certification des efforts de formation destinés au secteur ;
- mener une politique de promotion dans le cadre des produits et des services Educam, en premier lieu à l'égard des entreprises relevant du champ d'application de la sous-commission paritaire pour la récupération de métaux et à l'égard des acteurs de la formation. Cette politique de promotion doit contribuer à améliorer la renommée d'Educam et son rôle dans la réalisation d'une politique de formation paritaire, ainsi que l'image du secteur en général;
- intensifier la collaboration entre Educam et le secteur des employés (via Cefora), afin d'appuyer de façon optimale les initiatives de formation développées au niveau des entreprises pour les ouvriers et les employés;
- assister les chefs d'entreprise et les délégués syndicaux dans l'élaboration du plan de formation et la gestion de compétences dans les entreprises ;
- autres initiatives de formation à définir par le secteur.

Outre l'agrément de formations, Educam doit également élaborer un système et une procédure de certification pour les travailleurs. Lorsque le plan de formation prévoit des formations agréées par EDUCAM, suivies d'un test de compétence dans le cadre de la certification, un accord préalable doit alors exister à ce sujet et/ou dans le cadre du plan de formation entre l'employeur et la délégation syndicale (s'il en existe une). En cas de résultats négatifs, un droit fondamental de remédiation est prévu par lequel l'employeur s'engage à proposer au participant ayant échoué au test un droit unique à une formation de remédiation.

Au niveau de l'entreprise, les parties signataires recommandent:

- la concertation avec le conseil d'entreprise, ou à défaut avec la délégation syndicale concernant la formation permanente ;
- la planification et la dispersion maximale parmi tous les ouvriers des efforts consentis en matière de formation permanente ;
- la concertation avec EDUCAM concernant les besoins en matière de formation.

## **CHAPITRE IV. - VALIDITE**

### **Article 7. - Durée**

La présente convention collective de travail produit ses effets du 1<sup>er</sup> janvier 2003 jusqu'au 30 juin 2005 inclus, excepté les articles 2 et 5 qui sont valables pour une durée indéterminée et qui peuvent être dénoncés moyennant un préavis de trois mois, signifié par lettre recommandée au Président de la sous-commission paritaire pour la récupération de métaux ainsi qu'aux organisations signataires.

4

# PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE TERUGWINNING VAN METALEN

(PSC 142.01)

## VORMING EN OPLEIDING

Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2003

### Hoofdstuk I. - TOEPASSINGSGEBIED

#### Artikel 1. - Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair subcomité voor de terugwinning van metalen.

Voor de toepassing van dit akkoord wordt onder arbeiders verstaan de mannelijke en vrouwelijke werklieden.

### Hoofdstuk II. - RISICOGROEPEN

#### Artikel 2. - Bijdragen voor risicogroepen

In uitvoering van het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid met toepassing van artikel 7 §2 van de wet van 26 juli 1996, wordt de inning van 0,15 %, voorzien in het nationaal akkoord 2001-2002 (artikel 9.) en afgesloten voor onbepaalde duur, bevestigd.

Gezien deze inspanning, vragen partijen dat de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de sector zou vrijstellen van de stortingen van 0,10% in 2003 en 2004 bestemd voor het Tewerkstellingsfonds.

#### Artikel 3. - Definitie van risicogroepen

§ 1. Rekening houdende met de bepalingen van hoger genoemd koninklijk besluit, wordt deze inning aangewend tot ondersteuning van vormings- en opleidingsinitiatieven van personen uit risicogroepen, met name langdurig werkzoekenden, laaggeschoolde werkzoekenden, werkzoekenden van 45 jaar en ouder, herintreders en herintreedsters, bestaansminimumtrekkers, gehandicapten, migranten, werkzoekenden in een herinschakelingsstatuut, deeltijdse leerplichtigen, laaggeschoolde arbeiders, arbeiders die geconfronteerd worden met meervoudig ontslag, herstructurering of de introductie van nieuwe technologie en werklieden van 45 jaar en ouder.

Voor deze laatste categorie wordt daarenboven aanbevolen om vooraleer over te gaan tot de afdanking van een arbeider van 45 jaar of meer, contact op te nemen met de vakbondsafvaardiging, of bij ontstentenis hiervan, met één van de werknemersorganisaties vertegenwoordigd in het paritair comité, teneinde alternatieve

NEERLEGGING-DEPOT REGISTR.-ENREGISTR.

15-12-2003

18-02-2004

69885

16/14201

NR.

4

mogelijkheden inzake beroepsopleiding of herscholing te onderzoeken (conform de afspraken omtrent de sectorale tewerkstellingscel en de bepalingen rond werkzekerheid - artikel 5 - uit het nationaal akkoord van 15 mei 2003).

Individuele gevallen kunnen overgemaakt worden aan het Sociaal fonds, dat in overleg met de sectorale tewerkstellingscel binnen EDUCAM begeleidingsmaatregelen zal voorstellen.

§ 2. In het kader van het nationaal akkoord 2001-2002 van 10 mei 2001 werd binnen de bestaande Educamwerking een sectorale tewerkstellingscel ingevoerd. Deze cel dient zich te richten op het afstemmen van vraag en aanbod in de sector (onder meer via een vacaturebank). Daarenboven dient de wedertewerkstellingsbegeleiding van met ontslag bedreigde en van ontslagen arbeiders - met inbegrip van aanvullende opleidingen en begeleiding in het sollicitatietraject - het behoud van tewerkstelling binnen de sector mogelijk te maken.

Conform het nationaal akkoord 2003-2004 van 15 mei 2003 zal de werking van deze sectorale tewerkstellingscel worden geëvalueerd door een paritaire werkgroep.

In dit kader dient EDUCAM na te gaan in welke mate binnen de coördinerende taak van de sectorale tewerkstellingscel reeds bestaande instrumenten zoals arbeidsbemiddeling, loopbaanadvies, outplacement en erkenning van verworven competenties kunnen worden geïntegreerd. Het uiteindelijke doel is de arbeiders zo efficiënt mogelijk te begeleiden gebruik makend van de reeds bestaande instrumenten.

#### **Artikel 4. - Alternierend opleidingssysteem**

In het kader van de opleiding van de deeltijds leerplichtigen engageren de ondertekenende partijen zich tot het verder uitbouwen van een kwalitatief en paritair beheerd alternierend opleidingssysteem.

### **Hoofdstuk III. - RECHT OP PERMANENTE VORMING**

#### **Artikel 5. - Bijdragen voor permanente vorming**

Daarenboven zullen de inspanningen op het gebied van de voortdurende vorming van werknemers en werkgevers verder ondersteund worden door de inning van 0,15 % van de brutolonen, voorzien in artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake vorming en opleiding van 10 mei 2001 en afgesloten voor onbepaalde duur.

#### **Artikel 6. - Opdrachten aan Educam**

-

-

-

De basisopdracht van EDUCAM omvat het ondersteunen van een sectoraal opleidingsbeleid, met name:

- Het onderzoeken van kwalificatie- en opleidingsnoden;
- Het ontwikkelen van opleidingstrajecten in functie van de instroom en de permanente vorming;
- De kwaliteitsbewaking en certificering van de opleidingsinspanningen ten behoeve van de sector;
- Het voeren van een promotiebeleid rond de EDUCAM-producten en dienstverlening, in de eerste plaats ten aanzien van de bedrijven die ressorteren onder het toepassingsgebied van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen, alsook ten aanzien van de opleidingsactoren. Dit promotiebeleid moet bijdragen tot een betere bekendheid van EDUCAM als dusdanig en haar rol in de realisatie van een paritair opleidingsbeleid, alsook tot het imago van de sector in het algemeen;
- De samenwerking tussen EDUCAM en de bediendesector (via Cevora), zal verder worden uitgebouwd, teneinde de opleidingsinitiatieven op bedrijfsvlak voor arbeiders en bedienden optimaal te ondersteunen;
- Het bijstaan van bedrijfsleiders en vakbondsafgevaardigden bij de uitwerking van het opleidingsplan en het competentiebeheer in de ondernemingen;
- Andere door de sector te bepalen opleidingsinitiatieven.

Naast het erkennen van opleidingen dient Educam ook een systeem en een procedure van certificering van werknemers uit te werken. Indien het opleidingsplan in door EDUCAM erkende opleidingen voorziet en indien ze gevolgd worden door een competentietest in het kader van de certificering, dan dient daarover voorafgaand en/of in het kader van het opleidingsplan een akkoord te bestaan tussen de werkgever en de vakbondsafvaardiging (indien aanwezig). In geval van negatieve testresultaten wordt een principe-recht op remediëring voorzien, waarin de werkgever er zich toe verbindt om een niet-geslaagde cursist een éénmalig recht op een remediëringsopleiding aan te bieden.

De ondertekenende partijen bevelen aan om op bedrijfsniveau :

- overleg te plegen met de Ondernemingsraad, bij ontstentenis met de vakbondsafvaardiging omtrent de permanente vorming;
- de geleverde inspanningen inzake permanente vorming te plannen en maximaal te spreiden over alle arbeiders;
- overleg te plegen met Educam omtrent de opleidingsnoden.

## **Hoofdstuk IV. - GELDIGHEID**

### **Artikel 7. - Duur**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003 tot en met 30 juni 2005, met uitzondering van artikel 2 en 5 die geldig zijn voor onbepaalde duur en die kunnen opgezegd worden mits een opzeggingstermijn van drie maanden betekend per aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair subcomité voor de terugwinning van metalen en aan de ondertekenende organisaties.